des Écritures était assez mal avisée. Si le pas un homme du peloton n'avait le pas sauf ministre veut, je puis l'expliquer.

L'hon. M. Hees: Je l'accepte comme lu.

M. McIlraith: Le ministre ferait bien. S'il veut insister, il verra que les journaux britanniques ont dit que cette partie de son discours reflétait l'impérialisme tory canadien.

De toute façon, en se plaignant des observations publiées dans les journaux de notre pays, le ministre des Finances a dit...

L'hon. M. Fleming: Pas seulement les journaux du pays.

M. McIlraith: Ceux du pays et d'ailleurs. Le ministre a englobé tout le monde en dénonçant les commentaires des journaux. Je n'aime pas utiliser les adjectifs auxquels il a recours, car ils me semblent inutilement froissants. Il n'y a cependant pas à se méprendre sur ce qu'il a voulu dire. Il a dénoncé les commentaires de journaux en termes outrés et abusifs.

Le ministre du Commerce a cité un journal en l'approuvant, et je me permets de puiser à cette source moi aussi. Il s'agit du Journal d'Ottawa, numéro du 26 septembre, où paraît un article de Duart Farquharson, du bureau londonien du Journal. Voici une partie de cet article:

Le conflit direct entre la Grande-Bretagne et les pays du Commonwealth d'outre-mer, à la confé-rence des ministres des Finances, à Accra, n'a pas été exagéré mais rapporté avec modération par les journaux britanniques, d'après le ministre canadien des Finances.

Pour remettre les choses au point, M. Fleming a convoqué, la semaine dernière, les correspondants des principaux journaux qui ont assuré le service de presse à la réunion du Fonds monétaire international, à Vienne. Avec une grande émotion, il a dit que les pays du Commonwealth étaient d'accord pour condamner la tentative de la Grande-Bretagne visant à se joindre au Marché commun. Ces pays ne posaient pas seulement des gestes en vue de négociations, mais croyaient sincèrement qu'un tel geste de la part des Britanniques ne pouvait qu'amener la dislocation du Commonwealth.

L'hon. M. Fleming: L'honorable député n'était pas là et son exposé des faits est bien inexact.

M. McIlraith: Il est intéressant d'entendre le ministre dire que les comptes rendus faits par les journalistes qui ont assisté à la conférence de presse étaient erronés, et prétendre qu'il a été mal compris. Il est peu probable que tous les journaux du Royaume-Uni se trompent et ne soient pas capables de comprendre l'anglais que parle le ministre des Finances. Le ministre prétend qu'ils sont tous dans l'erreur. Les députés connaissent l'histore du sergent d'un peloton d'infanterie.

L'hon. M. Hees: Racontez-nous.

M. McIlraith: On se rappelle qu'une mère, qui adorait son fils, vint dire au sergent que de cette affaire des plus importantes, et qu'il

son petit Willie. Je me demande s'il ne faudrait pas mettre Donald à la place de ce nom-

Le compte rendu de la situation publié par les journaux du Royaume-Uni est fondé sur la déclaration même que le ministre a faite aux journalistes. Il s'agit de journaux très compétents et, certes, la dénonciation violente que s'est permise le ministre aujourd'hui ne fera certainement pas bonne impression sur les députés ni sur le public.

L'hon. M. Fleming: Duart Farquharson n'était pas là du tout.

M. McIlraith: Je ne pense pas que la déclaration du ministre fera une impression favorable sur les journalistes que le ministre des Finances a eu le tort de condamner dans ses interruptions, il y a quelques instants, alors que j'avais la parole.

L'hon. M. Fleming: Ce qu'il dit ne ressemble en rien aux faits.

M. Benidickson: Le Journal d'Ottawa se trompe encore une fois.

M. McIlraith: Les observations parues dans ce journal s'inspiraient d'une entrevue aux journalistes accordée par le ministre des Finances et le ministre du Commerce.

L'hon. M. Fleming: Quelle entrevue aux journalistes?

M. McIlraith: Celle qu'on a décrite comme une conférence de presse britannique, à laquelle le ministre a cherché de préciser son point de vue. Il me semble que le ministre admettra qu'il a réussi à le préciser alors comme il l'a précisé ce soir.

L'hon. M. Fleming: Il n'y a eu aucun compte rendu d'une conférence de presse.

M. McIlraith: Il n'est pas du tout surprenant que les journaux de notre pays ont adopté comme sujet préféré de leurs caricatures, la visite à l'étranger des deux ministres en question. Une de ces caricatures montre la ministre des Finances en costume de chasse, rendant visite, à son retour, au premier ministre, accompagné de son gardechasse portant son fusil, sous les traits du ministre du Commerce. On y montre le ministre des Finances tirant un lion par la queue, le lion portant un union jack et une couronne. La légende se lit: «Hé, chef, voyez ce que nous avons attrapé en Afrique!»

Ce que je voudrais montrer c'est ceci. Il est temps...

L'hon. M. Hees: Temps.

M. McIlraith: ...que le gouvernement actuel adopte une ligne de conduite à l'égard